

solution globale et durable”, il faudra accorder à ces derniers beaucoup d’aide technique et économique.

Les MPAC économiques sont liées “aux intérêts convergents à long terme” des pays centraméricains. Ce sont des mesures au sujet desquelles il existe “une volonté politique commune”, des mesures qui favorisent une réorientation des programmes d’aide et qui ne susciteraient pas l’opposition de Washington. Par exemple, la Commission économique pour l’Amérique latine et les Antilles (CEPALA) a “amorcé” ce qui n’est encore que des “pourparlers préliminaires” concernant l’établissement d’une commission technique qui serait chargée “d’étudier et de renforcer des arrangements commerciaux et financiers entre les pays centraméricains”. Comment une telle commission pourrait-elle être mise sur pied? Le groupe de Contadora possède, quant à lui, une commission du développement. Il a proposé de créer un centre d’accumulation des monnaies fortes et d’instituer une structure par laquelle les pays centraméricains régleraient leurs comptes commerciaux une fois par année. Le Canada a été sollicité de façon informelle, mais “rien n’a transpiré” des entretiens, à cause du manque de devises fortes. Il y a lieu de rappeler ici que le projet de traité de Contadora contient des mesures socio-économiques en plus des mesures portant sur la sécurité.

Les pays centraméricains, a souligné un participant canadien, ont besoin de nouer les liens d’interdépendance semblables à ceux que l’Europe a créés après la guerre. Les communications entre eux sont limitées, les échanges commerciaux ont diminué, et les réseaux routiers sont insuffisants. Pour réorienter la conjoncture, il faut faire renaître le Marché commun centraméricain, entretenir l’idée d’un parlement centraméricain, réduire la bureaucratie aux frontières, et améliorer les réseaux routiers et les systèmes de communications. Cela supposera des efforts de la part des pays de la région, mais ceux-ci auront également besoin de l’aide de donateurs extérieurs tels que l’Agence canadienne de développement international (ACDI).

Un représentant des milieux universitaires a proposé d’employer des MPAC économiques pour récompenser les pays qui réussiront à résoudre leurs différends; à cet égard, il a cité le cas difficile des groupes ethniques vivant sur la côte Est du Nicaragua, cas que les parties intéressées ont su régler. “Pour reconnaître que ces dernières ont réussi à institutionnaliser le dialogue dans cette région, le Canada pourrait y lancer un vaste programme d’aide.”

Toutes ces interventions ont amené l’Assemblée à se demander s’il fallait accorder la priorité aux démarches politiques ou aux initiatives économiques. “Faute d’un milieu plus stable dans la région en général et dans certains pays, il existe des limites très réelles quant aux types de